

ÉCODIALOGUE - JEAN-PHILIPPE MAGNEN

« Demain, les monnaies locales »

Synthèse des échanges réalisés le 18 juillet 2016 à la chapelle Sant-Pierre de Montbazin (Hérault), animés par l'énergéticien Thierry Salomon.

Restimuler l'économie d'un territoire, dynamiser les centre-ville et freiner la spéculation à outrance. Face à l'économie qui déraile en crises financières, les monnaies complémentaires citoyennes se multiplient. Auteur d'un rapport ministériel, l'ex-élu nantais Jean-Philippe Magnen explique comment échanger plus et mieux. Vent de fraîcheur sur les planches à billets.

Qui est Jean-Philippe Magnen ?

Formé en école de commerce et à la psychothérapie, Jean-Philippe Magnen a passé 15 ans en politique à Nantes, sous la bannière Europe écologie Les Verts.

Adjoint au maire, conseiller de Nantes métropole, vice-président du Pays de Loire, cet ancien porte-parole d'EELV vient de quitter le monde de la politique "élective" et ... appliquer ainsi ses valeurs de non-cumul de mandat.

Mais il demeure militant, en particulier dans l'économie sociale et solidaire, tout en reprenant son métier de psychothérapeute.

Thierry Salomon : On utilise déjà d'autres systèmes monétaires que l'euro, par exemple les cartes-cadeau de la FNAC, les « miles » ou les chèques-déjeuner, car on a confiance dans l'établissement qui les émet pour les transformer en un produit ou en un service. Il y a aussi tous les SEL, les systèmes d'échanges locaux, ou les banques de temps. Et puis les « MLC », les monnaies locales complémentaires dont vous allez nous parler. Il y a donc une étonnante « monnaie-diversité » ... tout ceci, est-ce la même chose ?

Jean-Philippe Magnen : Il faut distinguer les systèmes d'échanges basés sur le temps, (comme les SEL (près de 500 en France), et les Accorderies) et les systèmes d'échanges monétarisés.

Les monnaies complémentaires sont des systèmes monétarisés décentralisés, par rapport à un système de monnaie centrale, chez nous l'Euro. Il existe environ 30 monnaies complémentaires en France, et près de 500 dans le Monde.

Avec ces monnaies complémentaires, on n'est donc pas obligés de payer en euros ! Peut-on dire qu'elles sont-elles parallèles ou alternatives à notre monnaie unique européenne ?

Ces monnaies ne sont pas "parallèles", puisque elles sont directement liées à l'Euro. Elles ne sont pas non plus alternatives à la monnaie officielle. Je préfère dire qu'elles sont « complémentaires ».

Comme ces monnaies ne se "placent" pas (leur valeur se dégrade lorsqu'elles ne sont pas utilisées), elles sont dépensées à 100% dans l'économie réelle et locale. Avec un effet positif sur la consommation, la distribution et même la production.

Je préfère donc le terme de « monnaies locales complémentaires ».

Depuis quand ces monnaies existent-elles ?

Elles sont encore émergentes et en France, elles se développent depuis 2009, peu après le Royaume-Uni.

Historiquement, la première monnaie complémentaire est le *Wir* ("nous" en allemand), qui a émergé en Suisse après la crise de 1929. Les entreprises avaient alors du mal à accéder aux liquidités et aux crédits auprès des banques, et ont alors décidé de mutualiser leurs dettes et de s'émanciper du système bancaire classique, via un collectif d'entreprises autour d'une monnaie. Aujourd'hui le *Wir* concerne 60 000 PME sur la moitié du pays, soit 20% de l'économie suisse ! Et il inspire nombre de monnaies locales en France.

Racontez-nous d'autres expériences étonnantes, par exemple à Bristol...

Au Royaume-Uni, le *Pound* de Bristol est une monnaie municipale, impulsée par les citoyens et les pouvoirs publics, notamment le maire de Bristol qui s'en sert pour développer la « transition » vers des fonctionnements moins énergivores : cette monnaie se veut donc un projet à la fois politique, économique, écologique et social. À Bristol (450 000 hab.), 10% de la population utilise cette monnaie, y compris pour payer les taxes locales et les services publics ! Au Royaume-Uni, ces innovations sont plus faciles que dans notre pays au centralisme toujours très rigide ...

Et au pays Basque, la monnaie locale semble avoir démarré au quart de tour !

Oui, leur monnaie, l'*Eusko*, basée sur une forte identité basque, connaît une forte croissance. Créée en 2013, 500 entreprises et plusieurs milliers de citoyens y adhèrent déjà, au sein d'un véritable « écosystème », incluant notamment la promotion de la langue basque.

COMMENT ÇA MARCHE LA MONNAIE ?

La question de la monnaie, de l'argent, c'est compliqué ! Revenons un moment sur quelques fondamentaux : à quoi sert la monnaie ?

La monnaie a trois fonctions, censées être équilibrées :

1. **L'intermédiation des échanges**, des transactions, avec l'idée de pacifier (*voir Écodialogue avec Patrick Viveret*).
2. L'évaluation, la mesure : la monnaie est une **unité de compte**.

3. Enfin elle sert de **réserve de valeur** dans l'épargne, dans des fonds d'investissements ou même spéculatifs.

Aujourd'hui, cette dernière fonction écrase les deux autres. 4 000 milliards de dollars circulent sur les marchés financiers, soit 97% de la monnaie, pour seulement 3% dans l'économie réelle. Ce déséquilibre crée en grande partie le dysfonctionnement du système économique actuel : la monnaie est de plus en plus virtuelle.

Comment crée-t-on de la monnaie ?

Les gens ont souvent du mal à le croire, mais la majeure partie de la monnaie est créée par les banques commerciales privées, lorsqu'elles consentent des prêts ! Mais cette création de monnaie, scripturale, n'est pas durable, car la monnaie est ensuite détruite lorsque le crédit est remboursé.

Par ailleurs, par décision politique, par exemple pour combler les déficits, les banques centrales peuvent créer de la monnaie, fiduciaire, cette fois-ci (pièces et billets), en faisant tourner "la planche à billets".

Mais comment fonctionne aujourd'hui la monnaie ? Et pourquoi toutes ces questions économiques semblent si compliquées ?

Sur les questions d' « argent », le système dominant piège les citoyens en complexifiant les choses pour qu'elles leur soient inaccessibles. Et dans notre vie quotidienne, notre conception de la monnaie est en total décalage par rapport à la réalité. Quand un enfant dit : « j'ai de l'*argent* pour acheter des bonbons et le boulanger m'a rendu la *monnaie* », les mots créent une confusion !

Si le mot "argent" renvoie à *argos*, au métal, aujourd'hui la monnaie est essentiellement scripturale : elle n'existe à 90% que sur des journaux comptables.

UN OUTIL QUAND L'ÉCONOMIE DÉRAILLE...

Les monnaies locales, elles, ne sont pas spéculatives. Est-ce juste en cela que les monnaies complémentaires éviteraient au système de trop dérailler ?

Comme on ne peut pas les accumuler, les monnaies locales sont dédiées essentiellement à la première fonction : l'échange, et non au crédit. C'est en circulant beaucoup plus vite qu'une monnaie classique qu'elles rééquilibrent et redynamisent l'économie locale, favorisent les circuits court ... sans pour autant tout régler.

C'est ce qui explique leur boom en période de crise : lorsque la population perd confiance dans la monnaie centrale, sa circulation se ralentit encore, alors qu'une monnaie complémentaire, en organisant des « communautés d'échange », peut restimuler l'économie. La Grèce en crise, depuis 2009-2010, a créé près de 70 monnaies complémentaires !

Mais à part l'acte militant, quel est l'intérêt pour les gens de changer quelques euros en monnaie locale complémentaire... et de se compliquer la vie en gérant deux sortes de billets dans leur porte-monnaie ?

Au niveau capitalistique, on ne peut pas la placer, donc aucun intérêt ! Pour les rendre

attractives, la plupart de ces monnaies proposent des « bonifications » — pour 100 €, on reçoit 110 en monnaie locale, par exemple — ou des « réductions » dans les entreprises et les magasins adhérents, de 10% ou 20% à partir de 100 € d'achat en monnaie locale, par exemple. Mais au final, c'est surtout une démarche militante de réseau et « de communauté », un circuit-court de lien social ! Avec, pour motivation, de redynamiser les commerces de centre-ville.

Et pour une entreprise, quel intérêt ?

Là, c'est beaucoup plus intéressant et pragmatique ! Les monnaies locales complémentaires peuvent permettre aux PME d'accéder au crédit, de régler des problèmes de trésorerie et de maintenir leurs activités. En effet, en accélérant les échanges, la monnaie locale aide les producteurs ou les petits commerces à s'insérer dans les réseaux économiques locaux, donc à augmenter leur chiffre d'affaire. Et, en réduisant les délais de paiement, la monnaie locale mutualise les dettes entre entreprises, donc améliore les liquidités (la trésorerie) des PME.

Question du public : Mais n'est-ce pas trop compliqué sur le plan fiscal et comptable ?

Non, c'est simple facile avec un taux de « 1 pour 1 » avec l'euro ! Les entreprises tiennent une double comptabilité, avec l'appui des comptables qui adhèrent au système. Lorsqu'il y a « bonification », elles appliquent des remises, comme pour les soldes. Et elles ne déclarent que la comptabilité en euros.

COMMENT CREER UNE MONNAIE LOCALE ?

Comment créé-t-on une monnaie locale complémentaire ?

Ces initiatives se lancent avec peu de moyens, sous l'impulsion de citoyens qui pensent que la monnaie centrale ne suffit pas pour faire bien fonctionner le système économique. Et si possible avec l'engagement des collectivités locales.

Il faut compter deux à trois ans pour mettre en place la structure — créer la monnaie, l'imprimer, le système d'échange avec des euros, créer le réseau et la communauté. Objectif : gagner la confiance. Car pour faire circuler la monnaie, il faut atteindre un seuil minimal d'acteurs du territoire, qu'elle que soit sa taille – même un village ou une petite ville. Les adhérents utilisent alors la monnaie pour 10 à 20% de leurs achats du quotidien, au maximum, mais cela suffit à modifier les flux et renforcer l'activité.

Question du public : Après la création, pour gérer une monnaie locale il faut des moyens techniques et humains. Avec quel modèle économique ?

La monnaie est financée :

1. Par les adhésions — quelques dizaine d'euros pour les citoyens, quelques centaines d'euros pour les entreprises.
2. Par les subventions des collectivités locales.
3. Parfois, par le taux de convertibilité : pour 100 euros, on « achète » 100 (voire 105) en monnaie complémentaire, mais si on rend 100 en monnaie complémentaire,

on ne récupère que 95 euros par exemple.

Question du public : Pourquoi se focalise-t-on sur la monnaie « papier », chère et avec des risques de contrefaçon ? Une monnaie locale ne peut-elle pas être aussi « électronique » ou « numérique » ?

Je préconise d'hybrider les deux. Au Brésil, les monnaies sont exclusivement électroniques, et en France, plusieurs monnaies prévoient ce développement, non seulement par carte mais aussi par smartphone.

Avantage : la monnaie électronique sécurise les entreprises, pour garder une traçabilité des comptes, et rend les échanges pratiques.

Mais il existe deux inconvénients.

Tout d'abord, pour impliquer les citoyens, on perd la valeur symbolique et psychologique forte. Avec les symboles locaux, les billets de 21 ou de 44... suivant les départements...

Ensuite l'électronique demande plus d'investissement. La monnaie fiduciaire « papier » ne demande au départ que 3 à 5 000 €... sans compter beaucoup d'énergie et de créativité bénévole, et le partenariat avec un imprimeur à prix coûtant. Le numérique demande lui plusieurs dizaines de milliers d'euros pour l'outil technique. Ainsi à Nantes, la *SoNantes* a coûté 2 millions d'euros, nécessitant des emplois, des moyens techniques et logiciels. Cette création a été appuyée par le Crédit municipal qui pense à mutualiser ses outils techniques avec toutes les monnaies locales du grand Ouest ... ce serait un investissement autrement plus intéressant qu'un nouvel aéroport !

RISQUES ET PERSPECTIVES

Le gouvernement vous a confié une mission sur les monnaies complémentaires. Dans votre rapport « *D'autres monnaies pour une nouvelle prospérité* », vous avez fait des propositions. Quel en est l'effet ?

Ce rapport a du être réalisé bénévolement, sans même des frais de déplacement ! Et comme quatre ministres se sont succédés à Bercy, le sujet n'a pas vraiment été pris en main...

Néanmoins, les monnaies complémentaires sont désormais reconnues comme moyens de paiement dans la loi sur l'Économie sociale et solidaire (ESS) de janvier 2014 — et non sur l'économie en général.

En France, de quel œil le Ministère des Finances voit-il ces monnaies ? Y applique-t-il déjà des taxes ?

Pas de quoi d'affoler Bercy ... pour l'instant ! Les volumes des transactions restent modestes, mais à terme, ça posera la question de la TVA. Actuellement, en France, la comptabilité publique n'intègre pas les monnaies complémentaires : contrairement au Royaume-Uni, on ne peut payer ni ses impôts, ni les services publics locaux, en régie directe. En revanche, on peut payer les transports publics en monnaie locale.

Lorsque les citoyens paieront la piscine et la médiathèque en monnaie locale, celui lui donnera un effet multiplicateur ! Si les collectivités et les mouvements citoyens

n'agissent pas, Bercy ne prendra aucune initiative en la matière.

Question du public : Et au lieu de changer de monnaie, ne faut-il pas plutôt changer de politiques ?

Les deux, bien sûr ! Si le contrôle citoyen pouvait garantir le fonctionnement des banques centrales, cela éviterait des crises comme celle de 2008, où le laxisme monétaire sur l'accès au crédit a enclin les banques commerciales à sur-crée de la monnaie. Au final, les États, donc nous, ont renfloué les banques... qui ont prêté de nouveau aux États à des taux prohibitifs, notamment à la Grèce : une absurdité politique !

Question du public : En s'élargissant — pour bien fonctionner — les monnaies complémentaires ne risquent-elles pas de dégénérer aussi dans la spéculation ?

Oui, car ce ne sont que des outils. En Argentine, suite à la crise des années 2000 où la monnaie a fait banqueroute, la monnaie complémentaire, l'*Uma* a pris le rôle de monnaie officielle... et elle a créé les mêmes effets pervers !

Idem pour le *bitcoin*, une monnaie virtuelle en réponse à la crise. Mais, non transparente, elle a créé un système encore plus fou avec des effets boursiers destructeurs, notamment au Japon.

Pour éviter les placements à court-terme, un contrôle citoyen démocratique se révèle donc indispensable, y compris dans les banques éthiques, comme la Nef, en France (en cours), la Banca Etica en Italie ou la Banco Palmas des favelas du Brésil.

Question du public : En évitant les « fuites », ces monnaies permettent-elles de relocaliser l'économie et de favoriser l'économie circulaire (c'est-à-dire utilisation des sous-produits ou déchets d'une activité pour produire de nouveaux produits) ?

Oui, ces monnaies favorisent souvent les circuits-courts alimentaires, et réorientent vers les réseaux d'agriculture paysanne et bio. Elles sont aussi très présentes dans les recycleries et ressourceries, mais beaucoup moins dans l'industrie.

Question du public : À l'inverse, les monnaies locales ne risquent-elles pas de créer un repli sur soi ?

Bien pire que le régionalisme, serait le repli face à la menace de l'étranger. Or au niveau européen, on projette de créer une convertibilité directe entre les monnaies complémentaires. Aucun repli sur soi !

Question du public : Des jumelages franco-français ou franco-étranger entre monnaies pourraient même permettre de fidéliser des zones touristiques...

Oui, c'est une belle proposition !

Question du public : Une monnaie numérique, l'*Occito*, est en cours de test dans un village près d'Albi, dans l'idée de lancer une monnaie complémentaire, le *Coopek*, au niveau national (via le réseau des Biocoop). Qu'en pensez-vous ?

Aujourd'hui, il existe déjà des monnaies régionales en Suisse et en Allemagne en inter-entreprises.

Mais, oui, une monnaie nationale — voire même mondiale — peut être pertinente pour avoir de l'effet sur des thématiques plus globales, comme la transition alimentaire.

En fait, une monnaie complémentaire n'a pas besoin d'être ancrée territorialement pour éviter des émissions de carbone et lutter contre le changement climatique. Ce qui compte, ce n'est pas l'outil monétaire ou la grandeur du territoire, c'est l'objet du projet !

SoNantes, Wir, Eusko ... les noms poétiques et les dessins sur les billets montrent que ces monnaies favorisent l'économie locale mais aussi l'imagination : on pourrait en faire un recueil ou une expo !

Oui, les « cellules créativité » des initiateurs de ces monnaies démontrent une belle énergie ! Les artistes locaux dessinent gratuitement sur les billets. Et les noms sont souvent liés au territoire, *le Sol Violette* à Toulouse, *la Gonette* à Lyon, *le Stück* en Alsace, *la Chouette* de Dijon...

Mais au-delà du militantisme, la monnaie permet de se réapproprier le patrimoine de sa ville. Et, à l'inverse des luttes « contre », de proposer du « pour », c'est-à-dire une alternative concrète et positive !

Propos recueillis par Stéphane Courty et Raquel Hadida.